

Dans ce numéro

- **Éditorial**
Page 1
- **Développement durable et Francophonie : la balle est dans le camp des politiciens** *Compte-rendu du colloque de la Francophonie Développement durable : leçons et perspectives*
René Audet
Page 4
- **Primer Festival del Café Orgánico Jovel, San Cristóbal de las Casas (Chiapas, Mexico) - Premier festival de café biologique organisé dans l'intérêt des petits producteurs**
Véronique Bisailon
Page 8
- **Aperçu du programme de gestion durable du ministère de l'environnement mexicain** *Compte-rendu de séminaire*
Véronique Bisailon et Ana Isabel Otero
Page 10
- **Site Internet du mois**
Page 7
- **Babillard**
Page 15
- **Séminaires de la Chaire**
Page 16

Oeconomia Humana

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale
et de développement durable

Octobre—Novembre 2004

Spécial hémisphère sud

Éditorial

Patrick Laprise

iFestejen, Uruguayos, festejen!

—Tabaré Vázquez, candidat à la Présidence

La vraie fin de la guerre contre la gauche?

J'aimerais ajouter ma contribution à ce qui se dit présentement à propos des élections. Quelles élections? Pas celles dont le monde entier tente d'en prévoir les effets après la réélection du même Président. Plutôt celles qui viennent de changer la vie d'une grande partie de la population de l'Uruguay. Petit texte sur l'espoir politique.

Dans les rues de la capitale, le 27 octobre, une foule innombrable s'était réunie pour la clôture de la campagne présidentielle de la gauche uruguayenne. Les gens s'éparpillaient sur pas moins de 13 blocs de rue dans une ambiance de folie et de célébration et ce avant même que le premier vote ne soit déposé dans une urne. Pourquoi cette euphorie, dépassée uniquement par les nouvelles festivités entourant la confirmation de la victoire de la gauche? Et pourquoi ai-je l'impression qu'il y a un si grand fossé entre les enjeux de ces élections et les enjeux des élections aux États-Unis?

Peut-être parce qu'il y a exactement cinq ans, je me trouvais justement dans ce pays du cône sud de l'Amérique latine... C'est là que j'ai vécu « mes premières élections sud-américaines ». Avant d'aller plus loin, quelques mots sur le pays en question. Rappelons que l'Uruguay est un petit pays de 3.4 millions d'habitants, dont près de la

moitié vivent dans sa capitale, Montevideo. Pays mineur d'une région sujette à la stagnation économique et au développement disons, inégal, durement touché par une crise économique qui avait déjà aplati son voisin argentin en 2001, l'Uruguay demeure quand même l'un des pays les plus sains économiquement et socialement parlant en Amérique latine. Les habitants de l'Uruguay profitent de systèmes de santé et d'éducation solides en comparaison avec d'autres pays d'Amérique du Sud et ils s'en tirent généralement bien du côté du travail, même s'ils doivent souvent occuper plusieurs emplois pour subvenir à leurs besoins. Il reste cependant que les Uruguayens rêvent de meilleurs horizons. Et à voir les émotions ressenties ces jours-ci par les Montevideanos telles qu'elles m'ont été décrites par une amie de Montevideo, on croirait que le monde vient de basculer... Cela me fait réfléchir au fait que dans le cas des élections étasuniennes, c'est plutôt le contraire : on souhaite de tout cœur que rien ne change.

Ainsi, en 1999 j'étais participant à un échange interculturel dans ce pays et c'est à l'encontre des règlements « vieux jeu » du programme d'échange que je me suis rendu à Montevideo, pour rejoindre des amis et participer aux manifestations qui s'organisaient en faveur du *Frente amplio*, le « front ample » de la gauche uruguayenne.

Ce *Frente*, appelé aussi le *Encuentro progresista* (rencontre progressiste) ou encore *Nueva Mayoría* (nouvelle majorité) du nom

des principales factions qui le compose, est un parti qui regroupe l'ensemble de la gauche de ce pays, autant les centristes que les ex-Tupamaros (la guérilla urbaine de la période de la dictature militaire uruguayenne (1973-1985)). Après avoir vu la campagne de 1999, je crois que je ne m'avance pas trop en disant que les partisans du *Frente amplio* se caractérisent autant par leur diversité que par une créativité et une énergie inégalées. Dans ce contexte remarquable, quelle expérience inoubliable que ma participation à un défilé nocturne monstrueusement grand pour le *Frente*! À travers les milliers de drapeaux, banderoles, pétards, feux d'artifices et tambours, des gens euphoriques, complètement gagnés par l'émotion et les signes qui annonçaient la victoire de leur parti. Pour avoir une vague idée des vibrations ressenties à cette occasion, il faut voir ce que représente le *Frente amplio* pour la population urbaine de l'Uruguay. Bien m'en prenne, j'ai la chance de compter parmi mes amis des Uruguayens qui sont nés à l'étranger alors que leurs parents étaient en exil en Espagne, en Suède ou au Canada, victimes de la répression militaire pendant la dictature.¹ Ces gens sont souvent de fervents partisans ou même des organisateurs du *Frente*, qui présente quantité de candidats anciens prisonniers ou exilés. Par exemple, Pépé Mujica, un sénateur plutôt anticonformiste, est un vieux Tupamaro adulé par des familles entières, du grand-père aux jeunes enfants, malgré le fait qu'il ait un passé houleux.

Mais au-delà de ces questions très sensibles et très émotoives, il s'en trouve beaucoup d'autres pour expliquer la popularité du *Frente*. En effet, les tendances de la mondialisation et l'influence des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale ou États-Unis, qui ont consenti ensemble un nouveau prêt de 1.5 milliard à l'Uruguay pour l'aider à surmonter la crise argentine) ont un impact très concret sur la population uruguayenne, qui est en général bien informée à propos des enjeux économiques mondiaux. Pour eux, cela se traduit simplement par la vente des compagnies d'État à des intérêts privés, souvent des grands groupes étrangers. Mais la résistance sociale et politique, contrairement à d'autre pays plus vulnérables aux politiques néo-libérales, est organisée dans ce pays. Ainsi, en 2003, c'est un référendum populaire qui a obligé le gouvernement à changer une loi qui autorisait la vente

des compagnies du secteur de l'énergie.²

Dernièrement, c'est la question d'une réforme sur l'eau potable qui a attiré les commentaires. En fait, les Uruguayens ont eu à s'exprimer, au moment de remplir leur bulletin de vote le 31 octobre, sur une possible réforme qui inscrirait dans la Constitution uruguayenne l'obligation de l'État à posséder les ressources hydriques et de distribution de l'eau, qui appartiennent déjà en partie à des compagnies privées. On peut s'attendre, vu la victoire du *Frente amplio*, que l'État reprendra possession de ses infrastructures hydriques.

Ces quelques exemples nous permettent de commencer à répondre aux questions que je posais plus haut. Visiblement, les Uruguayens sont très pris émotionnellement par les élections. Cela expliquerait l'intensité des manifestations de joie décrites plus haut, qui ne peuvent se comprendre seulement par la dimension culturelle. Toutefois, ce qui est encore plus frappant quand on se trouve là-bas, c'est que les gens semblent manifester pour exprimer leur désir de voir tout changer d'un coup : économie, société, monde. Les gens à qui j'ai parlé sont à peine conscients, ou ne veulent pas avoir conscience de la déception qui pourrait s'ensuivre, comme c'est en partie le cas avec les partisans de Lula au Brésil ou de Toledo au Pérou. Ils célèbrent d'avance le triomphe d'un idéal qui a été fortement secoué par les périodes difficiles de l'histoire uruguayenne. Ils comptent sur le fait que l'enthousiasme généré par la victoire de la gauche lancera le pays vers la prospérité en plus de la solidarité. Avec le cynisme politique qui nous caractérise en tant que Nord-américains, j'ai le goût de dire : belle naïveté... Mais pour eux, pour les Uruguayens que je connais à tout le moins, c'est la réalité qui renvoie contre le rêve.

Dans une perspective plus large, il y a des éléments qui méritent notre intérêt quand on considère un tel phénomène. Un parti de gauche tel que le *Frente amplio* est notoirement contre un type de mondialisation sauvage qui ne fait pas rentrer dans ses calculs les souffrances de la population. Par ailleurs, les effets de cette mondialisation sur les voisins argentins sont bien illustrés par le tout récent film *The Take*, de Naomi Klein et Avi Lewis et ils sont visibles à travers le pays, qui a du mal à s'adapter.³ Ce parti s'inscrit donc à contre-courant d'un mouvement néo-libéral qui a déjà balayé d'autres pays et qui n'est parvenu

que récemment en Uruguay en raison de sa capacité économique plus forte. À mon avis, plus encore que le Parti des Travailleurs du Brésil, le *Frente* représente ces gens qui veulent s'opposer à la vieille hiérarchie Nord-Sud dans les affaires internationales. Il faut toutefois reconnaître que l'Uruguay n'a pas le poids du Brésil dans la balance géopolitique internationale.

La conjonction des orientations politiques de plusieurs pays d'Amérique du Sud à laquelle nous assistons présentement est symbolique d'un grand renouveau dans cette région. En effet, cela représente peut-être la véritable fin de la grande guerre contre la gauche qui a culminé dans les années 1970 avec des dirigeants horribles tels que Pinochet ou les juntas militaires d'autres pays, notamment organisées par les services spéciaux étasuniens. En discutant avec mon amie, j'ai eu l'impression d'assister à la naissance d'un nouveau pays tellement elle était vibrante. J'ai été jusqu'à oser le comparer au Québec... Dans tous les cas, je crois qu'on ne peut comprendre, si l'on s'en tient à nos propres repères culturels, ce que les Uruguayens partisans du *Frente* ressentent en ce moment. ¡Que pasión!

Enfin, n'importe qui pourrait dire, à vue de nez, qu'il existe d'énormes différences entre l'Amérique latine et les États-Unis ou le Canada en ce qui a trait aux élections et à la manière de les aborder. Pour ce qui est des valeurs que sous-tendent les élections uruguayennes, argentines ou brésiliennes toutefois, il semble exister une fracture plus profonde. Alors que vues d'ici les élections étasuniennes s'enlisent dans des questions de sécurité, de foi et de vie privée, autour de la peur, en somme, celles de là-bas sont dans toutes leurs facettes projetées vers l'avenir, vers le nouveau, vers l'espoir.

Cela annonce-t-il quelque chose dont on entend parfois parler à propos de l'Amérique du Nord ? Doit-on voir dans ce bourbier irréel les signes prémonitoires de la décadence d'une civilisation? Je pense que oui, mais c'est peut-être parce que j'ai un penchant favorable pour l'enthousiasme et l'ouverture que m'offrent les Uruguayens.

Comme je l'ai dit, la victoire d'un autre gouvernement de gauche en Amérique du Sud signifie peut-être qu'est enfin venue la fin de la guerre contre la gauche, à tout le moins en Uruguay, sinon ailleurs. En Uruguay, le règne de la « droite » aura duré 175 ans, en fait. Cette guerre est venue à bout de

beaucoup de vies et a engendré beaucoup de souffrances, mais elle est aujourd'hui enfin, regardée en face. Pour la première fois de son histoire, les opprimés d'hier sont maintenant au pouvoir en Uruguay... Malheureusement, c'est loin d'être le cas chez nos voisins du sud. Ce n'est pas la même passion, ce ne sont pas les mêmes valeurs et cela aura un effet autrement plus considérable sur le monde dans son ensemble, y compris l'Uruguay. Mais, « in the long run », on a le droit de rêver que l'espoir « à l'uruguayenne » aura le dessus sur le conservatisme « à l'américaine »...

¹ On estime que 200 Uruguayens sont morts assassinés pendant cette période. Les familles de ces morts et des disparus de la période de la dictature sont en pleine bataille pour faire lever l'impunité qui protège les responsables de ces actes, et c'est aussi un enjeu électoral important.

² Voir le site du gouvernement étasunien : <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/uy.html>, consulté le 29 octobre 2004. La façon d'exprimer cette information dénote bien l'idéologie économique étasunienne : « On the negative side, in December 2003 the electorate voted to repeal the law permitting a cautious liberalization of the energy industry ».

³ Lewis, Avi et Naomi Klein, 2004. *The Take*, Canada, 1h40

Site officiel du Frente amplio : <http://www.epfaprensa.org/documentos/ResumenPropuestas.pdf>, consulté le 28 octobre 2004

Bruschtein, Luis, 2004. « La esperanza copó las calles montevideanas » *Journal Pagina 12 web*, Argentine : <http://www.pagina12web.com.ar/diario/elmundo/4-42887.html>, consulté le 28 octobre 2004

Olivera, Juan Castro, 2004. « Masivo cierre de campaña de Vázquez », *La Nacion online*, 28 octobre 2004, http://www.lanacion.com.ar/exterior/nota.asp?nota_id=648944, consulté le 28 octobre

Boutin-Paquin, Marie-Pierre, 2004. « La gauche au seuil du pouvoir en Uruguay », *La Presse*, 30 octobre 2004, p. A20

Le Devoir, 2004. « Scrutin présidentiel en Uruguay : Vers une alternance historique en faveur de la gauche », *Le Devoir*, 1er novembre 2004, p. A5

Développement durable et Francophonie : la balle est dans le camp des politiciens

1 au 4 juin 2004, Ouagadougou

Compte-rendu du colloque de la Francophonie Développement durable : leçons et perspectives

René Audet

Étudiant-chercheur, Chaire Économie et Humanisme

C'est dans un pays où l'eau manque, où on s'apprête à prendre le tournant OGM pour la culture du coton et où le taux de pauvreté est parmi les pires en Afrique, mais où les habitants offrent le plus facilement du monde leur sourire, que se tiendra en novembre prochain le sommet des chefs d'État de la Francophonie sur le thème du développement durable. C'est en préparation à ce sommet que les intellectuels et chercheurs du monde francophones ont été appelés à discuter du 1^{er} au 4 juin dernier dans ce même lieu, à Ouagadougou, capitale politique et économique du Burkina Faso, de ce concept qui fait son chemin dans les réunions internationales depuis le Sommet de Rio en 1992. Ce colloque titré « Développement durable : leçons et perspectives » pourrait très bien, selon la journaliste du *Jeune Afrique l'Intelligent* Juliette Bastien, se retrouver « sous le feu des critiques pour cause d'absence de réalisation concrète ». ¹ Difficile de contrer l'argument lorsqu'on entend Mme Michèle Gendreau-Massaloux, rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie, s'exclamer en ouverture du colloque que « c'est la première fois que nous parlons de développement durable à la francophonie, cette rencontre est une *préfiguration intellectuelle* du grand rendez-vous de novembre ». Pourtant, le sentiment général qui est ressorti du colloque en est un de satisfaction à l'égard de l'ensemble du processus. Mais maintenant que le colloque et la discussion ont eu lieu, ce n'est plus à ces intellectuels de déterminer ce qui restera des multiples propositions contenues dans le rapport final, mais bien aux chefs d'État eux-mêmes.

Parmi les cinq axes de réflexion et de débat qui ont constitué le colloque, c'est l'axe « stratégies de développement durable » qui a été la plus populaire pour les propositions de communication, ayant reçu près de la moitié de ces dernières. Les thèmes abordés lors des séances et dans les débats ont donc été très diversifiés, mais la nécessité d'ancre la réflexion dans le rôle possible que

pourrait se donner la Francophonie dans la problématique mondiale du développement durable a tout de même orienté les discussions vers certaines questions plus précises. Nous allons ici insister sur les questions qui préoccupent davantage la *Chaire en responsabilité sociale et développement durable* et pour lesquelles j'allais moi-même participer au colloque *Développement durable : leçons et perspectives*, c'est-à-dire les questions de négociation liées au commerce international et à la normalisation. Dans ces secteurs, le rapport final de l'axe *stratégies de développement durable* propose de créer des « espaces » politiques ou économiques qui serviraient de base à l'action concertée de la Francophonie dans les forums internationaux où des enjeux importants touchant au développement durable sont discutés. Nous aborderons ces espaces en deux temps, avant de revenir sur le défi de mettre en œuvre cette « préfiguration intellectuelle ».

La Francophonie comme espace politique acteur des négociations multilatérales

Le rapport final des débats de l'axe *stratégies de développement durable* du colloque mentionne d'entrée de jeu que le développement durable doit toucher le cœur des stratégies d'évolution des sociétés. Or, certaines politiques et institutions, dont un certain nombre ont même la prétention de lutter contre la pauvreté, se posent comme des obstacles au développement durable. De même, le rapport final mentionne explicitement les subventions à l'exportation comme un obstacle majeur au développement des pays d'Afrique. À cet effet, d'ailleurs, le Président du Burkina Faso Blaise Compaoré a récemment défendu à l'OMC la plainte contre les politiques éta-suniennes et européennes de subventions aux exportations de coton.² Si, à ce sujet, l'Union Européenne semble prête à faire quelques concessions, ces dernières sont toujours conditionnelles à l'abandon par les États-Unis des crédits à l'ex-

portation pour ses fermiers ainsi qu'à la dissolution des monopoles de compagnies étatiques comme la Commission canadienne du blé et ses semblables en Australie et en Nouvelles-Zélande.³ Une question bien complexe, donc, et qui nécessiterait peut-être une implication de la communauté francophone afin de favoriser une entente avantageant les pays africains producteurs de coton et d'autres denrées dont les marchés souffrent de distorsion par la faute des riches pays développés.

Cette éventuelle implication politique de la Francophonie a été proposée dans quelques communications et ensuite reprise dans le rapport final de l'axe *stratégies de développement durable*. Dès l'ouverture du colloque, d'ailleurs, M. Roger Dehaybe, Administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), affirmait que « ce colloque peut être un moment clé pour définir des perspectives de développement durable pour la francophonie et cette organisation pourrait entre autres se donner la mission de sauvegarder le multilatéralisme qui est mis en danger par le déséquilibre des accords commerciaux et autres ». Intervenant l'instant d'après, le Ministre d'État aux relations extérieures du Burkina Faso, M. Youssouf Ouedraogo, scandait qu'il faut reconnaître le traitement injuste que subissent les pays du Sud dans les échanges internationaux et il faut donc que la solidarité soit au fondement du mouvement francophone afin de rectifier ces injustices. Ces interventions en appellent donc à une Francophonie ayant un vrai rôle sur la scène politique des négociations internationales, y compris au niveau commercial.

Dans le rapport final, cet appel a été traduit par la nécessité de faire de la Francophonie un « espace politique international capable d'infléchir les paradigmes dominants dans le sens du développement durable ». Cet espace politique serait rendu possible par le regroupement des pays francophones autour d'une vision commune, constituée de valeurs et de notions qui leurs sont proches telles que les « biens publics mondiaux, la diversité culturelle, l'importance de l'éducation en faveur du développement durable, le rôle fondateur du principe de précaution, le rôle des États et [la réhabilitation des] politiques publiques ». Cet espace politique de la Francophonie, cependant, resterait bien faible s'il n'avait pas la capacité de coordonner les politiques nationales de ses membres dans les négociations multilatérales, processus qui s'annonce

laborieux étant donné l'écart de développement entre ces derniers. Ainsi, courageusement, le rapport final annonce qu'il faudra idéalement mettre en place ces mécanismes de coordination dans quatre dimensions de la gouvernance mondiale, c'est-à-dire les États souverains, les organismes multilatéraux et les conventions internationales, les organismes hybrides qui définissent les normes (ISO, Codex Alimentarius, etc) et la société civile internationale (associations, entreprises, communauté scientifique, etc.).

En plus de souligner l'importance de la coopération dans ces deux institutions classiques que sont les États et les organismes internationaux, cette dernière recommandation met en lumière l'importance grandissante de deux autres secteurs qui font l'objet des travaux de la *Chaire en responsabilité sociale et développement durable* depuis ses débuts, c'est-à-dire la société civile et les organismes hybrides de normalisation et de standardisation. L'aspect normalisation internationale a plus particulièrement été un sujet de débat important dans ce colloque sur le développement durable.

Normalisation internationale et organismes hybrides : quel rôle pour la Francophonie?

Les normes internationales ou nationales de production peuvent être élaborées afin de garantir aux consommateurs d'un ou de plusieurs pays une certaine limitation des risques sanitaires ou un niveau de qualité donné. Dans certains cas, comme dans celui des certifications de l'agriculture ou de la foresterie, des normes peuvent aussi servir à garantir la sauvegarde de l'environnement, malgré toute l'incertitude et les débats qui entourent cette expression. Quoi qu'il en soit, les pays du Sud exportateurs doivent se plier à ces normes nationales ou internationales pour vendre leurs produits dans les pays du Nord. Or, selon certains de ces pays, ces normes sont trop exigeantes et constituent des obstacles au commerce les empêchant de jouir des avantages du libre-échange. En effet, selon certains analystes, depuis le retrait de plus en plus effectif des droits de douanes, les normes techniques et autres ont pris de plus en plus d'importance comme outil de protectionnisme par les pays développés.

Face à cette position, les opinions divergent. Pour Serge Patrick Ntamack de l'Université d'Amster-

dam, mieux vaut ne pas seulement s'employer à contester ces normes qui, de toute manière se feront de plus en plus nécessaires suite aux scandales sanitaires comme celui de la vache folle. Selon M. Ntamack, la Francophonie pourrait être plus utile aux pays en développement qui en sont membres en s'adressant directement aux acteurs concernés par les questions techniques : « Il s'agit [...] de travailler directement avec les organismes professionnels, les chambres de commerce, les aider à identifier leurs besoins, au besoin par l'usage d'entreprises pilotes, les former à l'usage des normes internationales, appuyer l'émancipation et l'autogestion du secteur privé ». ⁴ Cette approche, cependant, ne fut pas retenue par tous les intervenants ayant contribué à la question des normes de production dans le commerce international. Pour Makane Moïse Mbengue et Laurence Boisson de Chazournes par exemple, mieux vaut encourager une meilleure participation des pays en développement à l'élaboration des normes, notamment celles de l'*International Standard Organisation* (ISO) et du *Codex Alimentarius*, que de simplement former les secteurs privés de ces pays à mieux les appliquer. Ce raisonnement, qui fut aussi celui de la plupart des participants à l'atelier sur les normes et standards internationaux, est accompagné d'une série d'idées pour aider à le mettre en pratique : mise en place de fonds d'aide aux pays en développement, facilitation de la participation de ces pays par des appuis ciblés, appui des communautés scientifiques de ces pays afin qu'ils disposent de négociateurs compétents, prise en compte des préoccupations lors de l'élaboration des normes, etc. ⁵

Au niveau des normes hybrides ou privées que constituent l'agriculture biologique et le commerce équitable, l'auteur de ces lignes affirmait l'importance pour les pays africains de construire leurs propres agences de certification afin de sortir de la dépendance envers les agences européennes qui certifient leurs produits selon des normes qui, de l'aveux même des Africains, ne sont pas adaptées à leur réalité. ⁶ Une telle initiative, particulièrement dans le secteur de l'agriculture pourrait sans doute se solder par une augmentation des exportations à valeur ajoutée et éventuellement par le développement durable d'une partie de la paysannerie de l'Afrique de l'Ouest. De même, les paysans et les autorités africaines auraient avantage à se pencher sur les réseaux du commerce équitable, car selon Olivier Delbard, « le dévelop-

pelement du commerce équitable intégré est une réelle voie d'avenir pour l'équilibrage des échanges Nord-Sud, et la Francophonie a tout à gagner à encourager ce type de partenariats mondiaux pour le développement ». ⁷ Ce constat est d'autant plus crédible que la filière cotonnière sur laquelle repose la balance commerciale d'un grand nombre de pays sahéliens sera bientôt l'objet d'une certification commerce équitable élaborée avec le *Fair Trade Labelling Organisation* (FLO). ⁸

Au niveau des normes internationales, qu'elles soient publiques, privées ou hybrides, l'ensemble des participants a retenu qu'il valait mieux pratiquer une politique de reconnaissance mutuelle entre les pays que de tenter de les harmoniser au niveau international, ce dernier processus se révélant trop ardu et risquant d'effacer les spécificités nationales qui sont chères aux pays qui développent ces normes. Ainsi, dans un contexte où la Francophonie pourrait aussi être un « espace de coopération économique », le rapport final de l'axe stratégies de développement durable du colloque stipule que la Francophonie devrait s'impliquer dans les processus de normalisation « en suscitant la reconnaissance mutuelle des systèmes de certification [...], la mise au point de référentiels spécifiques à certaines pratiques (commerce équitable), la participation aux processus internationaux de normalisation (ISO, Codex Alimentarius, cadre comptable) [...], la diffusion des opportunités économiques (agriculture biologique, etc.) ». Le rapport final ratifie les propositions que l'atelier sur les normes a apporté à la réflexion en affirmant que les instances politiques pourraient « fixer un cadre juridique harmonisé permettant la certification des productions de commerce équitable et/ou de développement durable et encourager les programmes pour les mettre en place ».

Conclusion, vers le sommet des chefs d'État

S'il y a une chose que l'on ne pourra reprocher aux rapporteurs de l'axe *stratégies de développement durable* du Colloque Internationale de la Francophonie *Développement durable : leçons et perspectives*, c'est d'avoir ignoré les propositions qui ont émané des discussions en ateliers. En effet, la plupart des idées ont trouvé dans le rapport final une traduction qui fait de ce document un compte-rendu assez fidèle des travaux et des idées des intellectuels francophones présents à Ouagadougou. Quant à savoir si toutes ces idées

bénéficieront d'une aussi bonne réception dans les milieux politiques lors du Sommet de la Francophonie qui réunira les chefs d'État les 26 et 27 novembre prochain, on peut certainement douter qu'un communiqué final d'une page puisse les prendre en compte! Pourtant, si la Francophonie veut dépasser la critique que lui adresse cette journaliste de *Jeune Afrique l'Intelligent* et si elle veut vraiment devenir un promoteur sérieux du développement durable, il faudra bien que les dirigeants réfléchissent à la possibilité de matérialiser ces « espaces politiques et de coordination économique » dont il est question dans le rapport. On ne pourra ainsi qu'être d'accord avec M. Dehaybe qui affirmait lors de l'ouverture du colloque que « pour atteindre un développement durable, il faudra une plus grande volonté politique ». À moins que, encore une fois, on laisse la voie libre à l'OMC et aux autres instances qui « organisent » la mondialisation...

¹ Juliette BASTIEN. 2004. « Francophonie : Ouaga prépare Ouaga », dans *Jeune Afrique l'Intelligent*, no 2265, 6-12 juin, page 15.

² Jean-Dominique GESLIN. 2004. « Intégration mode d'emploi », dans *Jeune Afrique l'Intelligent*, no 2267, 20-26 juin, page 60.

³ Antoine LABEY. 2004. « Bruxelles propose de supprimer toutes les subventions à l'exportation. Effet de marché ou réelle initiative? », dans *Afrique Agriculture*, no 326, juin 2004, pp. 46-47.

⁴ Serge Patrick NTANAK. 2004. « Standards internationaux et développement durable par le commerce : état des lieux et possible rôle de la francophonie », dans Actes du colloque *Développement durable : leçons et perspectives*, du 1^{er} au 4 juin, Ouagadougou, pp. 449-453.

⁵ Makane Moïse MBENGUE et Laurence BOISSON DE CHAZOURNES. 2004. « Aspects et perspectives de la standardisation internationales pour les pays en développement dans le domaine du commerce et de l'environnement », dans Actes du colloque *Développement durable : leçons et perspectives*, du 1^{er} au 4 juin, Ouagadougou, pp. 423-428.

⁶ René AUDET. 2004. « La certification de l'agriculture durable comme stratégie de développement durable pour l'Afrique », dans Actes du colloque *Développement durable : leçons et perspectives*, du 1^{er} au 4 juin, Ouagadougou, pp. 271-277.

⁷ Olivier DELBARD. 2004. « Enjeux et perspectives du commerce équitable pour un développement durable de l'Afrique subsaharienne », Actes du colloque *Développement durable : leçons et perspectives*, du 1^{er} au 4 juin, Ouagadougou, pp. 327-331.

⁸ Antoine LABEY. 2004. « Diversification géographique et renforcement dans les oléagineux », dans *Afrique Agriculture*, no 326, juin 2004, pages 11.

Appel de communications Revue canadienne d'études du développement

Fondée en 1980, la Revue Canadienne d'études du développement (RCED) est une tribune pluridisciplinaire internationale axée sur la problématique du développement. Elle est ouverte à toutes les orientations théoriques et stratégiques et publie des recherches sur les régions et pays en développement.

La RCED s'intéresse particulièrement aux applications pratiques de la théorie et de la recherche, ainsi qu'au rôle de pays tel le Canada dans la promotion du développement international et d'un ordre mondial plus équitable. Ses champs d'intérêt comprennent : aide et commerce ; disparités régionales et réforme agraire ; administration du développement ; planification de l'éducation et développement des ressources humaines ; industrialisation et transfert de technologie ; problèmes environnementaux ; droits de la personne et démocratisation ; urbanisation ; femmes et développement.

Bien que la RCED accepte des articles théoriques – surtout s'ils présentent une analyse interdisciplinaire percutante, elle accorde la priorité aux articles issus de recherches empiriques et aux études de cas ayant de fortes répercussions sur la planification et les politiques en développement. La RCED accepte également de courts articles présentant des expériences ou réflexions personnelles liées aux pratiques ou aux pratiques actuelles en développement international. Les articles constituant un échange de vues sur un sujet traité dans un numéro antérieur de la RCED sont aussi considérés.

La RCED présente également des analyses critiques et des comptes rendus de livre récents.

La RCED est une publication trimestrielle bilingue (français et anglais) qui paraît en mars, juin, septembre et décembre de l'année.

La RCED recherche des articles scientifiques sur les problématiques du développement. Les articles doivent être conformes aux politiques éditoriales de la Revue (au plus trente pages à double interligne) et feront l'objet d'une évaluation par les pairs.

Envoyez les articles en cinq exemplaires au :

Directeur de la rédaction
Revue canadienne d'études du développement
Université d'Ottawa
542, avenue King Edward
Ottawa, ONT
CANADA K1N 6N5

Primer Festival del Café Orgánico Jovel, San Cristobal de las Casas (Chiapas, Mexico)¹ - Premier festival de café biologique organisé dans l'intérêt des petits producteurs

Véronique Bisailon

Étudiante-chercheure, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Le Mexique est un pionnier en matière de production biologique et est le premier pays producteur de produits biologiques au monde. Parmi ces produits, le café occupe une place importante. Alors qu'il est le cinquième pays producteur de café, le Mexique est le premier producteur de café biologique. Cette production est rendue possible grâce au travail des petits producteurs mexicains : selon les sources, on dira que plus de 70% des terres sont cultivées par des producteurs qui cultivent des parcelles de moins de cinq hectares. Les états de Oaxaca et du Chiapas sont les principaux états producteurs de café.

Les 24, 25 et 26 septembre dernier se tenait à San Cristobal de las Casas, dans l'État du Chiapas au Mexique, le Premier festival du café organique. Celui-ci visait d'abord à réunir producteurs, coopératives, certificateurs, chercheurs et acheteurs intéressés par la question du café biologique du Chiapas. Le festival s'est concentré sur quatre thèmes principaux : recherche et environnement, certification, commerce et marché ainsi que la dimension sociale de la production du café biologique. Parallèlement aux conférences portant sur ces thèmes, les producteurs présents ont pu participer à un atelier de formation sur la dégustation du café. Car même si le Chiapas est un grand producteur de café, il n'y a pas ici une très grande tradition de dégustation du café, ce qui ne surprendra personne. Ces ateliers de dégustation visaient donc à donner aux producteurs des notions de base du langage de la dégustation du café, de façon à ce qu'ils peuvent mieux positionner leur produit sur le marché à de meilleurs prix. Ceci est d'autant plus important que la longue et sinuose chaîne du café fait souvent obstacle à la transmission de l'information relative au produit d'un maillon à l'autre de la chaîne.

Alors que les deux premières journées du festival étaient consacrées aux conférences tantôt de scientifiques, dont Robert Rice à l'origine de la certification Birds Friendly, de praticiens de la production biologique du café, de groupes de producteurs présentant leur démarche, d'organismes certificateurs et d'acheteurs notamment, la dernière journée a

lété l'occasion pour les producteurs de s'exprimer sur les différents thèmes du festival. Je vous relate ici quelques faits saillants qui ont émergé de ces tables de discussion.

En ce qui concerne le thème de l'environnement, les producteurs estiment qu'il est important de cultiver le café de façon durable. Évidemment, nous avions ici à faire à des producteurs qui étaient déjà eux-mêmes sensibilisés à la problématique environnementale, étant producteurs biologiques. Cependant, il n'est pas évident que les producteurs de café biologiques produisent aussi de façon biologique les fèves, les bananes et le maïs qu'ils cultivent pour leur propre consommation. Ainsi, comme un participant l'a remarqué, il y a deux types de producteurs biologiques : ceux qui le font uniquement en raison des meilleurs prix de vente et ceux qui développent une « conscience biologique ». D'autre part, les producteurs de café biologique du Chiapas estiment qu'ils rendent en quelque sorte service à la société mexicaine, ce qui a d'ailleurs été mentionné par les professeurs Robert Rice et Lorena Soto Pinto, lors de leurs présentations. Ainsi, les producteurs estiment que les gouvernements devraient les soutenir, alors que présentement, les producteurs de café biologique ne bénéficient d'aucune aide gouvernementale. On a suggéré par exemple que les frais d'inspection soient assumés par l'État mexicain.

Quant au thème de la certification, les producteurs ont témoigné du fait que la certification leur était relativement dispendieuse. Même si par exemple certaines certifications sont « gratuites » pour les producteurs, il s'avère que les coûts de la vérification sont souvent relativement élevés. Ces coûts sont pratiquement multipliés par le nombre de certification puisqu'il n'existe pas un processus qui permette de vérifier l'atteinte des critères de plusieurs certifications. Dans le cas de la certification biologique, chaque marché exige sa certification.

En ce qui concerne le thème commerce et marché, les producteurs ont communiqué la difficulté qu'ils avaient à commercialiser leur produit, bref à se faire une place dans le marché. On ne cherche pas tellement ici à transformer les règles du commerce international, mais bien à vendre son produit, à se faire une niche. C'est d'ailleurs ici qu'interviennent les certifications, ajoutant des qualités sociales et environnementales aux qualités intrinsèques du produit (son goût, son arôme, etc.). Mais il ne suffit pas d'avoir un produit biologique, équitable ou Birds Friendly, encore faut-il avoir les connaissances et les contacts nécessaires pour faire percer son produit. À cet effet, l'on a suggéré l'organisation d'une association des producteurs de café biologique du Chiapas par laquelle les producteurs pourraient être mis en contact avec les acheteurs extérieurs et vice versa. Enfin, en ce qui concerne le commerce équitable précisément, les producteurs ont été assez unanimes à l'effet que le commerce équitable ne leur paraissait pas très équitable pas plus que le juste prix leur paraissait juste.

Enfin, à la table de discussion à laquelle je me trouvais, il est intéressant de noter que le thème du social a surtout été abordé en termes de retombées des ventes du café sur la société. Ainsi, le social a été abordé en parts de marché : plus on vend, plus il y a de retombées sociales. Mais l'on n'a pas discuté de la façon dont pourrait s'opérer cette traduction et il n'est pas non plus évident que le surpris du commerce équitable par exemple sera utilisé de façon à ce que l'on observe de véritables retombées sociales, que ce soit au niveau de l'éducation, de la santé par exemple. Un producteur s'est d'ailleurs demandé où allait justement ce « surplus » : dans l'achat de plus de cigarettes, de biens de consommation ou dans l'éducation? Mentionnons enfin que les femmes, tout aussi impliquées dans la production de café, ont été très faiblement représentées lors de ce festival.

De façon générale, il semble que les petits producteurs de café se voient exiger beaucoup. En plus de leur rôle de producteur, on leur exige qu'ils protègent l'environnement et que leur production ait des retombées sociales, qu'ils prouvent qu'ils le font bien, et qu'ils développement ni plus ni moins que des compétences en marketing pour vendre leur produit. Chaque système de production devient en fait une micro-entreprise qui doit compétitionner sur les marchés local, national et interna-

tional avec des multinationales.

Pendant ce temps, Nestlé subventionne à coup de gros sous le Premier congrès international sur le développement des zones cafétales² qui se tenait à Tapachula (Chiapas). En entrant dans la salle d'exposition de ce congrès, on ne pouvait manquer le majestueux kiosque de Nestlé offrant gratuitement l'eau aux participants et présentant l'Initiative d'agriculture durable (SAI)³, publicisant du même coup que les McDonalds, Unilever, Danone, McCain, Kraft, Dole, Sara Lee et autres géants de ce monde y participaient aussi. Malheureusement, Nestlé n'aura été en mesure de payer la présence de ses employés pour la durée du colloque, laissant affamés d'information les participants intéressés à en savoir plus.

¹ zonamaya.net/café ou www.nabolom.org

² I Congreso International sobre Desarrollo de Zonas Cafetaleras, 6-8 octobre 2004, Tapachula, Chiapas, Mexico. Site Internet : http://200.23.38.233 :4030/icidezca/ ou www.ecosur.mx

³ www.saiplatform.org

Aperçu du programme de gestion durable du ministère de l'environnement mexicain

Compte-rendu de séminaire

Véronique Bisaillet et Ana Isabel Otero

Étudiantes-chercheuses, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Le 14 septembre dernier, la Chaire de Responsabilité sociale et de Développement durable organisait un séminaire spécial à l'occasion du passage de Madame Luz Aída Martínez Meléndez¹ du Ministère de l'environnement mexicain, qui nous a présenté le programme de gestion durable de ce ministère. Il s'agit d'un programme qui vise la gestion plus durable du fonctionnement du Ministère lui-même. Ainsi, le Ministère de l'environnement mexicain s'est intéressé aux impacts environnementaux de ses propres activités. Le programme concerne les thèmes de la gestion de l'eau, de la gestion de l'énergie, de l'achat des fournitures de bureau, de la gestion du papier et de la gestion des matières résiduelles.

Le Programme d'administration durable (PAS en espagnol) est un outil du Ministère de l'environnement au Mexique (SEMARNAT) pour promouvoir et encourager l'usage durable des ressources naturelles, ainsi que pour éviter la détérioration de l'environnement. De même, ce programme vise à encourager la prise de conscience autant des travailleurs du ministère que de la population en général.

Les mesures adoptées sont appuyées par des normes et des recommandations élaborées non seulement par des organismes nationaux, mais par des organismes internationaux aussi, parmi lesquels on trouve des programmes de l'OCDE (consommation d'eau et d'énergie, le recyclage et les achats verts, entre autres) et de la Commission de coopération environnementale (CCE), à propos des achats verts.

Les objectifs du PAS sont les suivants:

1. Diminuer l'impact négatif de nos activités quotidiennes sur l'environnement
2. Incorporer des critères environnementaux aux politiques et procédures administratives
3. Faire une consommation optimale de l'énergie électrique, de l'eau, du papier et du matériel de bureau.
4. Encourager la responsabilité

environnementale de chaque employé des Ministères

5. Renforcer l'image du Ministère de l'environnement comme exemple pour les autres instances gouvernementales.

Les stratégies à suivre sont:

1. L'établissement d'un compromis entre les dirigeants du Ministère à propos des sujets spécifiques du PAS afin de les mettre en marche
2. Le développement des réseaux de communication interne et externe afin de bien transmettre l'information relevant du programme et d'échanger des expériences avec d'autres institutions publiques et privées.
3. La mise en place des ateliers de sensibilisation et de formation pour le personnel des Ministères.
4. L'évaluation de la portée et des limitations du programme
5. La conception d'un budget qui permet d'acquérir des nouvelles technologies visant la consommation durable des ressources
6. Le suivi des recommandations

Ainsi, Madame Martinez nous a présenté les grandes étapes de ce programme qui se poursuit toujours. Ce programme de gestion environnementale a d'abord consisté en la formulation de recommandations concrètes quant à la consommation d'énergie et de papier, quant à l'utilisation de l'eau et quant à la réduction et la gestion des matières résiduelles.

Ces recommandations ont ensuite donné lieu à des réalisations concrètes dont l'affichage de messages incitant les employés à fermer les lumières, l'installation de systèmes d'éclairage intelligents, l'ajout d'interrupteurs et la séparation des circuits électriques, l'installation de globes à faible consommation d'énergie, l'installation de 17 urinoirs qui fonctionnent sans eau, l'installation de contenants spécialement

identifiés pour la collecte du papier, de la matière organique et des autres matières recyclables. Aussi, quant à l'achat des fournitures de bureau, 72 articles ont été choisis pour leur caractère plus écologique et font maintenant partie des fournitures que le Ministère achète.

De façon à sensibiliser chaque groupe d'employés, un livre expliquant le programme a été produit et des ateliers de formation ont été organisés. On a cherché à bien intégrer la participation du personnel d'entretien tout comme celle des cadres par le biais d'ateliers d'éducation environnementale. Enfin, on a organisé une semaine de la gestion environnementale incluant conférences, ateliers de formation et kiosques de sensibilisation.

L'édifice Sede 2003 à Mexico présente maintenant le profil de consommation suivant : 51,5 kWh par m² ce qui est deux fois inférieur aux recommandation de la CONAE (Comisión Nacional para el Ahorro de Energía). Quant à la consommation de l'eau, on y trouve une consommation de l'ordre de 20 litres d'eau par jour par employé alors que l'OCDE recommande 30 litres d'eau par jour par employé.

Le défi du Ministère de l'environnement reste tout de même considérable puisque le programme ne concerne pour l'instant que le Ministère de l'environnement, touchant par le fait même des employés minimalement plus sensibilisés à la cause environnementale. On peut donc s'attendre à ce que surviennent certaines difficultés lorsqu'il s'agira d'élargir ce programme à d'autres Ministères. En ce qui concerne les coûts du programme, il est intéressant de noter que le Ministère de l'environnement adopte un nouvelle façon de calculer, ne pensant plus seulement en terme de dollars, mais cherchant à intégrer aussi les coûts environnementaux de ses impacts.

Et du côté d'Environnement Canada et du Ministère de l'environnement du Québec, y a-t-il un programme semblable? Il semble que oui pour Environnement Canada alors que nous attendons toujours plus d'information du cote du Ministère de l'environnement du Québec.

¹ Luz Aída Martínez Meléndez, Blvd. Adolfo Ruíz Cortines #4209, Piso 1º, Col. Jardines en la Montaña, C.P. 14210, tél.: (01-55) 54-90-09-00 Ext. 12128, pas@semarnat.gob.mx

Site Internet du Mois

truecosteconomics.org

Dans la lignée du numéro précédent d'*Oeconomia Humana* (août/septembre), qui traitait en grande partie de l'*International Society for Ecological Economics*, voici un site qui reprend les idées et les principes à la base de l'économie écologique pour les présenter d'une manière dynamique. De plus, cette présentation est orientée vers l'action grâce à la lecture qu'en font les gens d'Adbusters, un groupe revendicateur basé à Vancouver, au Canada. Vous trouverez sur le site la possibilité de signer un manifeste et des commentaires d'économistes éminents à propos de l'économie alternative prenant en compte les vrais coûts du système actuel.

[http://adbusters.org/metas/eco/
truecosteconomics/](http://adbusters.org/metas/eco/truecosteconomics/)

Invitation à préparer la contribution québécoise à la Rencontre de Dakar - 22 au 26 novembre 2005

Aux entreprises et organismes québécois
de l'économie sociale et solidaire

Bonjour,

Nous connaissons de plus en plus les effets d'une mondialisation qui s'impose par en haut et qui exclut de plus en plus de pays et de personnes mais qu'il y en a une autre qui pousse par en bas et qui met en lien et en réseau des initiatives et des entreprises qui collent aux intérêts des populations. Nous étions 225 à Lima en 1997, 440 à Québec en 2001. Nous croyons que nous serons 700 à Dakar en novembre 2005. Le GESQ souhaite que le Québec soit très présent à cette troisième rencontre et témoigne de sa volonté de participer à l'émergence d'un modèle alternatif de développement.

Aussi nous vous invitons par la présente à vous inscrire dès maintenant dans la démarche de préparation de la 3^e Rencontre internationale sur la globalisation des solidarités qui se tiendra à Dakar (Sénégal) du mardi 22 au samedi 26 novembre 2005 sous le thème *Renforcer le pouvoir d'agir des peuples*. Le GESQ organise deux importantes activités de préparation collectives que nous considérons comme des conditions essentielles pour faire partie de la délégation québécoise.

D'abord le **Forum du GESQ** qui aura lieu le **16 février 2005** à compter de **16 : 00 heures** à l'**Université du Québec à Montréal**. Cette rencontre sera l'occasion d'avoir toutes les informations sur le processus de préparation des échanges qui se dérouleront à Dakar. La seconde rencontre que nous tiendrons sera une **Université d'été en juin 2005**, les lieux et dates restent à déterminer.

Du côté des modalités, nous vous invitons à prévoir dès maintenant la recherche de financement. Nous estimons que les déplacements, l'hébergement, l'inscription et quelques frais de voyage s'élèveront à 4 500 \$. Il faut aussi prévoir une vaccination appropriée : il faut prévoir environ 200 \$ par personne. Il n'y a pas pour le moment d'exigence en termes de visa pour entrer au Sénégal.

Je vous invite donc à **vous inscrire d'ici la fin de janvier 2005** pour vous joindre à cette démarche de préparation. Faites parvenir vos coordonnées à **Yvon Poirier** soit par courriel (ypoirier@videotron.ca), soit par la poste au 565, rue de l'Église #401, Québec (Qc) G1K 9G5.

Solidairement,

Gérald Larose, président

Renseignements et inscription: ypoirier@videotron.ca

La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable supporte les alternatives aux pratiques économiques traditionnelles

Voici un Certificat d'exemption de cadeau dont vous pourrez certainement faire bon usage pendant le temps des Fêtes qui approche...



Puisque l'essentiel dans la vie ne s'achète pas...

cochez au besoin ...et puis j'ai déjà tout ce qu'il me faut
 ...le reste est vraiment trop cher

Je, soussigné, exempté avec plaisir _____
de l'obligation de m'acheter un cadeau
à l'occasion de _____

J'aimerais mieux... faire une promenade en nature partager un repas avec toi

des bœufs à tous les jours du bon temps ensemble jouer avec toi à / aux: _____
 toutes ces réponses ta suggestion: _____ la mienne: _____

et j'ai signé tendrement:

APPEL DE COMMUNICATIONS

Dossier: **Enjeux environnementaux contemporains : les défis de l'écocitoyenneté**
Responsables: **Michel Séguin, Pierre de Coninck et François Tremblay**

Les enjeux environnementaux se manifestent tant aux niveaux de défis planétaires comme les changements climatiques que dans les pratiques quotidiennes individuelles telles l'alimentation et la qualité de la vie communautaire. L'exploitation, la consommation et l'élimination des ressources sont au cœur d'enjeux qui, jadis, étaient considérés de nature économique et technique et qui doivent maintenant être aussi considérés comme étant de nature politique, sociale et culturelle. De plus en plus d'acteurs sociaux se sentent interpellés par les questions environnementales, et des espaces sociaux en émergence sont caractérisés par des conflits concernant l'environnement.

La mobilisation dans la rue n'est plus la seule donnée à analyser concernant les conflits écologiques, car de plus en plus de processus décisionnels tiennent dorénavant compte de l'environnement. C'est ainsi que les notions comme le développement durable, le commerce équitable ou encore les ententes de responsabilités de producteurs pour l'ensemble du cycle de vie de leurs produits font en sorte que les enjeux environnementaux sont présents aujourd'hui autant dans la rue, dans la vie de tous les jours, que dans les institutions et les processus décisionnels publics et privés. Certains parleront même d'*écocitoyenneté*, d'une nouvelle façon individuelle et collective d'envisager les défis écologiques et de mettre en œuvre les alternatives nécessaires à les relever et à les dépasser.

Les responsables de ce dossier souhaitent recevoir des propositions concernant l'analyse, la compréhension et les conséquences des enjeux environnementaux contemporains, ainsi que de *l'écocitoyenneté*. Il peut s'agir de :

- L'action collective des mouvements sociaux, des groupes de pression ou d'autres intervenants liés à l'environnement, tant dans la rue qu'au sein des institutions ;
- L'accès à l'information scientifique de la population concernant les enjeux environnementaux ;
- La participation du public aux enjeux environnementaux par le biais, entre autres, de mobilisations, d'actions et de consultations publiques ;
- Les nouvelles techniques de recherche et d'analyse concernant les enjeux environnementaux contemporains, dont la recherche participative issue de la recherche-action.

Pour toutes propositions, communiquer avant le **15 janvier 2005** avec:

Michel Séguin
Réseau des ressourceries du Québec
4200, rue Adam
Montréal (Québec) H1V 1S9
514-875-5869 info@reseauressourceries.org

Rappel: Un guide pour la présentation des articles sera fourni sur demande; toutefois, nous précisons déjà qu'aucun article ne devra dépasser **35 000 caractères (espaces compris)**, bibliographie et tableaux inclus.

Babillard

Appel de communications

7EME UNIVERSITE DE PRINTEMPS DE L'AUDIT SOCIAL MARRAKECH (MAROC)
PERFORMANCES ECONOMIQUES ET PERFORMANCES SOCIALES À L'HEURE DE LA R.S.E.

5, 6 et 7 MAI 2005

Délais: 15 novembre 2004

Renseignements:
 peretti@univ-corse.fr
 cerdin@essec.fr
 deshais@essec.fr

APPEL DE COMMUNICATIONS **Congrès de l'ASAC 2005** **La gestion dans les périodes turbulentes**

Faculty of Business—Ryerson University
 Toronto, Ontario

28 au 31 mai 2005
 Delta Chelsea Hotel

DÉLAIS: 31 janvier 2005
 Nina Cole—n2cole@ryerson.ca
 Site Web : www.ryerson.ca/asac2005

Call for communication International Sociology Conference

"ENVIRONMENT, KNOWLEDGE AND DEMOCRACY"

Sponsored by the RC24 of the ISA
 (Environment and Society Research Committee of the International Sociological Association)

And organised by
 The University of the Mediterranean, Department of Human Sciences, DESMID-UMR Espace and the SHADYC (EHESS-CNRS)

6-7 July 2005
 Faculty of Sciences of Luminy,
 Marseille, France

DEADLINE: December 31st 2005

International Conference on Education for a Sustainable Future

18- 20 January, 2005, CEE, Ahmedabad, India

www.ceeindia.org/esf

4e Colloque National Éolien **9 au 11 décembre 2004** **Nouvelle dynamique, nouveaux acteurs : La France face aux enjeux de l'éolien**

www.ademe.fr
www.suivi-eolien.com
 patrice.grouzard@ademe.fr

SÉMINAIRES SCIENTIFIQUES DE LA CHAIRE 2004-2005

10 septembre 2004

La mobilisation sociale et les mouvements sociaux

8 octobre 2004

Le mouvement des travailleurs et ses évolutions récentes

5 novembre 2004

Les nouveaux mouvements sociaux et leurs évolutions récentes

3 décembre 2004

Société civile et économie

22 janvier 2005

Finance responsable I : Placements et activisme actionnarial – industrie ou mouvement social?

18 février 2005

Finance responsable II : Finance solidaire et monnaies sociales

18 mars 2005

Consumérisme politique I : du boycott au buycott – le mouvement des consommateurs

15 avril 2005

Consumérisme politique II : certifications et labels – nouvelle structuration de l'industrie?

13 ou 20 mai 2005

Consumérisme politique III : études de cas intégratives

10 juin 2005

Séminaire synthèse

Renseignements: ceh@uqam.ca

la chaire
de responsabilité
sociale et de
développement
durable



École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: ceh@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.ceh.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

ceh@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : Patrick Laprise

Graphisme : Jenny Desrochers

Collaborateurs : René Audet, Véronique Bisaillon, Patrick Laprise, Ana Isabel Otero

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.ceh.uqam.ca.